

Un projet qui avait tout pour plaire

Après avoir une fois de plus roulé sur les instances représentatives du personnel, la DIR CIF annonçait, fin mai 2019, en réunion de service, l'engagement du projet de regroupement des 3 implantations nord-est Franciliennes sur le site de Romainville.

Une signature était prévue pour septembre 2019. Le champagne était déjà au frais, le dossier ficelé, les personnels consternés. Car le projet est situé au cœur d'un centre de traitement des ordures ménagères en pleine expansion. De là à s'indigner d'être simplement jetés à la poubelle, le pas était vite franchi par les collègues, conscients qu'aux nuisances de la plus grosse décharge d'Île-de-France s'ajouteraient celles de l'incessante rotation quotidienne de plusieurs centaines de camion, le bruit, la pollution et les dangers mitoyens d'une des routes les plus fréquentées du nord parisien, le tout dans un environnement dégradé : pas un commerce à plusieurs centaines de mètres à la ronde, des problèmes de sécurité bien connus des anciens occupants du site, un métro à 700 mètres...

Mais à la franche contrariété succédait la plus vive inquiétude, lorsque la découverte par les agents de CIF d'un arrêté préfectoral de 2019 révélait ce que les anciens occupants avaient laissé sur plusieurs mètres d'épaisseur là où la direction souhaitait installer les personnels : agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques (acétone, alcool, amiante, tritium) et déchets radioactifs. L'arrêté précisant qu'une dépollution devait rendre « l'état des milieux compatible avec un usage futur de type industriel », le projet Inrap semblait donc inenvisageable à moins d'une dépollution coûteuse et confirmée par des analyses.

**La direction plaide pourtant l'ignorance**

Interrogée par le SGPA-CGT sur ces contraintes, la direction générale affirmait tout en ignorer, assurait les organisations syndicales que jamais elle n'aurait fait prendre aux personnels des risques pour leur santé -pourquoi dans ce cas avoir tenté de leur cacher la localisation du projet ? - et indiquait que la réalisation d'analyses permettrait d'évaluer les risques liés à la pollution et d'en tirer les conséquences.

Happy End

Les agents de CIF qui ont fait parvenir à la direction une pétition massivement signée ont été informés le 2 mars 2020, par courriel, que le projet de Romainville était abandonné. La communication sibylline du Directeur général évoque des « difficultés de réalisation dans des conditions et un délai conformes aux attentes de l'Institut ». Les raisons de cet abandon demeurent opaques. Au final, il n'est pas à exclure que le renchérissement du projet ait motivé son abandon définitif, plus qu'une évaluation des risques dont le CHSCT de CIF, soigneusement tenu à l'écart, ignore tout des modalités et des résultats. Grâce à la vigilance et à la mobilisation des agents, ce projet est enfin enterré !

Et après ?

Après avoir pris soin de latéraliser une fois de plus les personnels et leurs représentants, l'établissement s'apprêtait, avec les conseils d'un prestataire incompetent et/ou sans scrupule, avec l'arrogance des vainqueurs et la bénédiction de Bercy à commettre une MEGA BOULETTE. Comment l'institut a pu s'engager aussi loin dans un projet aussi coûteux et aussi foireux ? Pourquoi malgré la « professionnalisation de sa fonction immobilière » a-t-il jugé utile d'engager un prestataire (Groupe SEGAT) ? Et pour quel résultat ? Comment la CNIP (Conférence Nationale de l'Immobilier Public), a pu donner son aval à un dossier aussi problématique ? Une enquête serait nécessaire pour comprendre une telle glissade et en évaluer les dommages (marché prestataire, rallongement des baux des implantations actuelles... Combien cela a-t-il coûté à l'Inrap ?)

La seule chose dont on peut être certain à ce jour c'est que seule la vigilance des collègues de CIF a permis d'éviter cette débâcle, que seules l'obstination et la pugnacité des agents ont permis une fois de plus non seulement de tirer l'établissement d'un bien mauvais pas, mais surtout de préserver leur santé et leurs conditions de travail ! En CIF comme ailleurs la lutte paye ! Tous ensemble continuons !